

La Globe Telephone Company

Fondée le 2 avril 1883, l'entreprise entretenait une relation étroite avec [Antonio Meucci](#), considéré par beaucoup comme l'inventeur du téléphone.



Meucci s'installa à Staten Island, dans l'État de New York, et développa un appareil lui permettant de communiquer avec sa femme malade du rez-de-chaussée à l'étage de sa maison. Il mit au point ce téléphone électromagnétique avant Alexander Graham Bell, qui se contenta d'adapter l'invention de Meucci. Après avoir perdu toute sa fortune en 1861 à cause des escroqueries de certains partenaires commerciaux, Meucci était trop faible pour lutter avec succès contre Bell.

En 1875, Meucci n'avait pas assez d'argent pour renouveler son brevet de téléphone, ce qui ouvrit la voie à [Alexander Graham Bell](#).

Ainsi, le litige « American Bell Telephone Co. contre Globe Telephone Co., Antonio Meucci et al. », qui entra plus tard dans l'histoire juridique, fut finalement perdu en 1887. Meucci, privé de la renommée de son invention, mourut en 1889.

Entre-temps, des événements se produisaient à Baltimore. Robert Garrett, après avoir reçu de ses avocats, à l'automne 1883, le rapport final sur Antonio Meucci, décida d'intervenir contre le gigantesque monopole d'American Bell « afin de briser l'emprise qui permettait à cette entreprise de maintenir son isolement sur le marché ». De fait, le 31 janvier 1884, la Globe Telephone Company de Baltimore fut créée avec un capital d'un million de dollars.

Les journaux rapportèrent que les membres fondateurs étaient des capitalistes bien connus du monde financier (l'un d'eux était originaire de Londres) et qu'ils étaient liés à la Globe Telephone de New York.

Cette société a été créée pour exploiter les brevets de **Shaw**. Mais c'est l'invention de Meucci, présentée ici, qui suscite le plus grand intérêt.

Le 31 mars 1884, le capital social de 10 millions de dollars de la Globe Telephone Company de New York fut déposé.

Le siège social de la société se trouvait au Mills Building, 15 Broad Street. La plaque signalétique à l'entrée des bureaux, ainsi que le papier à en-tête et le bulletin publiés par la société, portaient le nom d'Antonio Meucci en tant qu'électricien, pour désigner l'expert technique de la société.

Le « moment magique » de Meucci se poursuit en septembre, avec la publication de l'article dans *Electrical World*, qui retrace toute l'histoire de son invention du téléphone et les événements qui ont conduit à la création de la Globe Telephone Company à New York.

L'article parut le 6 septembre 1884, quelques jours avant l'inauguration de la Philadelphia Electrical Exhibition, ouverte au public du 14 septembre au 18 octobre 1884, où furent présentés les deux principaux prototypes du téléphone de Meucci.

Le syndicat formé en 1883 par MM. **Rogers, Berwind, Quintard et Wilds**, sous le nom de **Globe Telephone Company**. Globe « a été créée dans le but d'exercer une partie de ses activités hors de l'État de New York... et les noms de la ville et du comté dans lesquels la majeure partie des activités de ladite société dans cet État devait être réalisées sont la ville et le comté de New York. »

S'appuyant sur les inventions de Meucci, Globe projetait de construire et de vendre des téléphones Meucci sur ce marché, ainsi que « ... des câbles, des standards, des isolateurs, etc., à bas prix ». Globe aurait versé à Meucci un salaire de 150 \$ par mois jusqu'en 1886. Ester était décédée en 1884.

Globe avait alors obtenu les droits et les inventions de Meucci, recueillant les preuves qui, selon lui, convaincraient (le moment venu) la plus haute juridiction du pays de la véracité des déclarations faites dans une plainte déposée auprès du ministère de la Justice américain fin 1885 par Globe, contestant les brevets de Bell au motif que l'avertissement Meucci, déposé cinq ans avant Bell, les rendait sans valeur. Le procès qui s'ensuivit aboutit à la déposition de Meucci et à la production de pièces justifiant ses découvertes et inventions antérieures.

L'affaire fut portée devant la Cour fédérale américaine. Des déclarations sous serment de nombreuses personnes de Staten Island et de New York attestèrent de l'existence et de l'expérience de communication avec les appareils téléphoniques Meucci. Bell poursuivit alors Globe pour contrefaçon devant la Cour du district sud de New York, présidée par le juge William James Wallace. Le témoignage laborieux de Meucci était en italien, traduit en anglais, puis fréquemment mal interprété et contesté par le témoignage de Charles R. Cross, professeur-ingénieur au MIT. Finalement, le juge Wallace a statué en faveur de Bell, acceptant les interprétations du professeur Cross du MIT, déclarant dans son mémoire que les appareils de Meucci n'étaient guère plus qu'un jouet « téléphone à fil ».

Litige « American Bell Telephone Co. contre Globe Telephone Co.

Des détails sur Meucci à cette époque furent révélés lors du procès de 1886, où la défenderesse, la Globe Telephone Company, à laquelle Meucci avait récemment cédé ses droits de brevet, était poursuivie par la Bell Telephone Company pour contrefaçon de brevet de 1859 à 1862.

Vu dans le The FEDERAL REPORTER

Le Federal Reporter est un recueil de jurisprudence américain publié par West Publishing et faisant partie du National Reporter System. Il commence par les affaires jugées en 1880 ; les affaires antérieures à 1880 ont ensuite été compilées rétroactivement par West Publishing dans un recueil distinct, *Federal Cases*. La quatrième et actuelle série du *Federal Reporter* publie les décisions des cours d'appel et de la Cour fédérale des réclamations des États-Unis ; les séries précédentes avaient des portées variables, couvrant également les décisions d'autres tribunaux fédéraux. Bien que le *Federal Reporter* soit un recueil non officiel et que West soit une société privée ne disposant pas du monopole légal des décisions judiciaires qu'elle publie, il a tellement dominé le secteur aux États-Unis que les professionnels du droit, y compris les juges, citent systématiquement le *Federal Reporter* pour les décisions qu'il inclut.

AMERICAN BELL TELEPHONE CO. c. GLOBE TELEPHONE CO. et autres.
Tribunal des États-Unis de Circuit Court, SD New York. 19 juillet 1887

1. BREVETS D'INVENTION – CONTREFAÇON – ACTES JUSTIFIANT UNE INJONCTION – BELL TELEPHONE.

Les lettres patentes n° 174 465 ont été accordées le 7 mars 1876 à Alexander Graham Bell pour certaines améliorations apportées à la télégraphie. La cinquième revendication, relative à la transmission de la parole par électricité, a été, par interprétation judiciaire, largement interprétée en faveur de l'inventeur.

Avant 1885, la Globe Telephone Company était constituée en vertu des lois de l'État de New York. Sa vocation était de fabriquer, vendre, concéder sous licence et louer des instruments télégraphiques, téléphoniques et électriques, ainsi que leurs fournitures, et d'acquiescer et de céder des brevets, des droits de brevet et des inventions s'y rapportant. La société a acquis certains brevets, qui se sont avérés contrefaisants pour le brevet Bell, et a exposé dans ses locaux des échantillons d'instruments contrefaisants. Elle a

également, par publicité, invité le public à acheter ses instruments et à devenir titulaire de licences pour ses brevets et revendications. Cependant, aucun instrument n'a jamais été fabriqué ni utilisé, sauf à titre expérimental, et aucun n'a jamais été vendu.

Il a été jugé que les actes de la société étaient suffisants pour justifier un décret interdisant la contrefaçon.

2. MÊME-INVENTION DE MEUCCI-PRIORITÉ

Les expériences et l'invention d'Antonio Meucci, relatives à la transmission de la parole par un appareil électrique, invention pour laquelle une réserve a été déposée à l'Office des brevets des États-Unis le 28 décembre 1871, renouvelée en décembre 1882, puis en décembre 1883, ne contiennent aucun élément d'un téléphone électrique parlant susceptible de donner la même priorité ou d'interférer avec ledit brevet Bell. E. N. Dickerson et J. J. Storrow, pour le plaignant. D. Humphries et S. R. Beckwith, pour les défendeurs.

WALLACE, J. Le plaignant a déposé cette requête afin de faire obstacle à la contrefaçon du brevet accordé par les États-Unis à Alexander Graham Bell, daté du 7 mars 1874 n° 174 465, pour des améliorations à la télégraphie. Une contrefaçon est également alléguée du brevet américain accordé à Bell, n° 186 787, daté du 30 janvier 1877, pour des améliorations à la téléphonie électrique ; mais les preuves n'ont pas été présentées quant à la question de la contrefaçon de ce brevet, et l'affaire est pratiquement irrecevable. La cinquième revendication du premier brevet a été interprétée judiciairement dans deux affaires par la cour d'appel du district du Massachusetts. Dans ces deux affaires, il a été jugé que Bell était le découvreur de la nouvelle technique de transmission de la parole par électricité et que la revendication devait recevoir l'interprétation la plus large afin de garantir à l'inventeur, non pas le droit abstrait de transmettre des sons par télégraphe sans égard aux moyens, mais tous les moyens et procédés décrits qui sont essentiels à l'application du principe.

American Bell Telephone Co. c. Dolbear, 15 Fed. Rep. 448 ; Same c. Spencer, 8 Fed. Rep. 509.

Dans l'affaire American Bell Telephone Co. c. [Molecular Telephone Co.](#), cette cour a suivi l'interprétation ainsi donnée à la revendication. 23 Blatchf. 253, 32 Fed. Rep. 214.

Les preuves présentées au plaignant démontrent que l'appareil, prétendument utilisé et proposé à la vente par les défendeurs, incorpore les moyens et le procédé de transmission de la parole par électricité, objet de la cinquième revendication du brevet de Bell ; et le défendeur n'a présenté aucune preuve pour contredire ce fait. Les défendeurs répondent séparément. La réponse de la Globe Telephone Company et du défendeur Rogers se résume à des dénégations générales et spécifiques des allégations du projet de loi. Le défendeur Meucci allègue qu'il a été le premier et le premier inventeur du téléphone ; qu'en 1871, grâce à une série d'améliorations et d'expériences en téléphonie, il a mis au point un télégraphe parlant parfait, intégrant tous les principes électriques connus depuis dans l'art de la télégraphie ; qu'il n'a jamais fabriqué, utilisé ni vendu de téléphones ni de télégraphes parlants, à quelque fin que ce soit, si ce n'est que, depuis plus de 24 ans, il possède, la plupart du temps, à sa résidence de Staten Island, un téléphone parlant à usage domestique ; qu'avant 1876, il a tenté de faire connaître l'invention de ces téléphones au public, mais que, en raison de sa pauvreté, il n'a pas pu le faire ; et qu'à cette fin, il a fait publier cette invention dans le journal Eco D'Italia et s'est efforcé d'obtenir l'aide d'autrui en leur faisant connaître son invention. La réponse du défendeur Beckwith consiste en un démenti général des allégations du projet de loi et établit la priorité de l'invention de Meucci. Dans la mesure où aucun des défendeurs n'a invoqué, en défense, de brevets, publications ou exemples antérieurs d'invention ou d'utilisation publique, à l'exception de l'invention antérieure de Meucci, et où leurs preuves se limitent à la preuve de l'invention de Meucci et à la preuve qu'ils n'ont jamais utilisé, fabriqué ou vendu de téléphones électriques parlants, ni procuré ou aidé d'autres personnes à le faire, il est inutile, et serait étranger aux véritables questions de l'affaire, d'examiner l'argument avancé dans le mémoire de l'avocat de l'un des défendeurs, selon lequel la cinquième revendication du brevet de Bell de 1876 ne peut bénéficier de l'interprétation large qui lui a été donnée jusqu'ici par les tribunaux. Les seules questions réellement en jeu sont de savoir si les actes des défendeurs constituent une violation des droits exclusifs du plaignant de fabriquer, d'utiliser et de vendre le téléphone électrique parlant, et si les preuves établissent la défense selon laquelle Meucci était l'inventeur initial et initial de cet appareil.

Le projet de loi a été déposé le 10 novembre 1885. À cette époque, la Globe Company était constituée depuis environ deux ans et demi. Il s'agissait d'une société new-yorkaise. Son acte constitutif stipule que les objectifs de la société sont de « fabriquer, vendre, concéder sous licence et louer des instruments télégraphiques, téléphoniques et électriques, ainsi que leurs fournitures de toute nature, et d'acquérir, par achat, licence ou autre, et de céder par vente, licence ou autre, des brevets, droits de brevet et inventions y afférents et accessoires à la fabrication desdits instruments et fournitures ». En août 1885, le défendeur Beckwith est devenu directeur général de cette société. À cette époque, il était intéressé par une invention brevetée en Angleterre, connue sous le nom de « téléphone Bassano-Slater », et avait convenu avec les propriétaires d'obtenir un brevet pour cette invention dans ce pays, et avait le droit de l'utiliser et de la présenter ici. Cette société était titulaire de brevets délivrés à Shaw et Hadden pour des inventions dans le domaine des instruments téléphoniques.

Lorsque Beckwith devint directeur, la société conclut avec lui un accord écrit par lequel elle s'engageait à utiliser l'invention de Bassano-Slater dans son activité, sauf accord ultérieur entre les parties pour la remplacer par d'autres inventions. Beckwith devait recevoir une part importante des bénéfices de la société. Il fut également convenu entre Beckwith et la société que cette dernière obtiendrait, « à des fins de défense, les revendications dites d'Antonio Meucci, attestées par une opposition déposée auprès de l'Office des brevets des États-Unis ». Depuis l'arrivée de Beckwith à la tête de la société jusqu'à l'introduction de ce procès, la société semble s'être principalement employée à promouvoir ses prétentions en tant que concurrente de l'American Bell Telephone Company, à se procurer des fonds et à inciter d'autres personnes à devenir acheteurs ou licenciés de ses droits sur les inventions téléphoniques. Son capital social s'élevait nominalelement à 10 000 000 \$, mais son capital réel était très faible. Ses dirigeants se rendirent vite compte que ses brevets étaient sans valeur, à moins que le brevet de Bell ne soit invalidé.

Elle n'avait fabriqué aucun appareil téléphonique et n'en avait aucun à vendre, mais elle possédait dans ses bureaux certains appareils dont l'historique est relaté par M. Bowen, l'un de ses administrateurs. Il témoigne ainsi : « Lors d'une réunion du conseil d'administration, j'ai posé la question : "Avons-nous des instruments de quelque sorte ?" et M. Beckwith a déclaré que nous possédions les instruments Bassano-Slater.

Les instruments Shaw et Hadden étaient tous deux des contrefaçons des instruments Bell et ne pouvaient être utilisés. M. Beckwith a alors suggéré que nous pourrions utiliser les instruments Bassano-Slater, en combinaison avec les instruments Meucci, ce qui constituerait un instrument de première qualité. Je crois ensuite que la question a été soulevée devant le conseil d'administration concernant la fabrication d'un jeu d'instruments pour un échantillon, pour les avoir au bureau afin de les montrer, car nous n'en avions rien. Je crois avoir déclaré à cette époque que, depuis que j'étais membre de l'entreprise, je n'avais rien vu qui ressemblait à un instrument à montrer à qui que ce soit. Lors de cette réunion, le conseil d'administration a émis une ordonnance autorisant M. Beckwith à fabriquer un jeu d'instruments d'échantillonnage, qu'il jugeait approprié et suffisant pour les essais, pour des échantillons. Ces appareils furent installés dans les bureaux de l'entreprise, dans le Mills Building, sur Broad Street, à New York, par Beckwith, et reliés au bureau de M. Hadden, l'électricien de l'entreprise située de l'autre côté de la rue. Ils furent utilisés pendant plusieurs semaines pour communiquer avec M. Hadden et pour montrer aux autres les téléphones que l'entreprise envisageait d'introduire pour concurrencer l'American Bell Telephone Company.

Pendant tout ce temps, les dirigeants de la société refusaient de l'engager dans des actes de contrefaçon flagrante des brevets Bell, craignant que la Bell Company n'obtienne une injonction et ne perturbe ainsi ses activités. Mais ils se présentaient au public comme titulaires de brevets protégeant les acheteurs ou les licenciés contre les réclamations de la Bell Company, et comme prêts à leur fournir des appareils téléphoniques fabriqués conformément à ces brevets. En septembre 1885, la société publia une circulaire relatant l'historique du premier brevet Bell et la découverte de l'invention antérieure de Meucci. Cette circulaire précisait que la société était en mesure de prouver pleinement que Meucci était le premier inventeur et que, outre l'obtention de son titre sur l'invention originale du téléphone électromagnétique, elle avait acquis des appareils téléphoniques fonctionnant selon un principe différent de ceux de l'American Bell Telephone Company, et qui ne constituaient pas une contrefaçon des brevets de cette société. La circulaire invitait le public à acheter les appareils et à promouvoir la création de sociétés licenciées pour ses brevets et revendications.

La Globe Company affirme n'avoir jamais fabriqué ni utilisé d'appareils téléphoniques, sauf à titre expérimental, pour tester leur fonctionnement ; n'en avoir jamais vendu ; ses dirigeants savaient qu'ils ne pouvaient le faire sans risquer des poursuites judiciaires de la part de l'American Bell Telephone Company jusqu'à ce que le brevet de Bell soit contesté avec succès ; ils attendaient ce moment et, entre-temps, se proposaient soigneusement d'éviter toute action susceptible de mettre leur entreprise en conflit avec l'American Bell Telephone Company.

Le témoignage de ses dirigeants est incompatible avec leur conduite. Les appareils exposés dans les bureaux de la société ont sans aucun doute été placés là pour démontrer au public que la société pouvait fournir des téléphones commerciaux fonctionnels aux titulaires de licence et aux filiales. Lorsque la circulaire de septembre invitant le public à acheter des téléphones a été publiée, les dirigeants de la société avaient sans doute l'intention de désigner les téléphones de la description exposée dans leurs bureaux comme les instruments pouvant être utilisés. Ce qui s'est passé après le dépôt de la présente demande en est la preuve. Il est démontré qu'après l'introduction de cette action et le rejet par ce tribunal d'une demande d'injonction interlocutoire contre la société faute de preuves suffisantes d'actes de contrefaçon de sa part, la société, par l'intermédiaire de son directeur, M. Beckwith, a créé une société dans le New Jersey, appelée Meucci Telephone Company, afin d'ériger un central téléphonique dans la ville d'Elizabeth et d'acquérir les droits de Meucci sur son invention de téléphones à cette fin. Le contrat conclu par Beckwith avec la société Meucci autorisait cette dernière à utiliser dans leur échange les inventions de Meucci, Bassano, Shaw et Hadden, un ou plusieurs d'entre eux ; Ce contrat fut ratifié par le conseil d'administration de la Globe Company par une résolution du 30 mars 1866. Peu après, les dirigeants de la société conclurent qu'il serait plus prudent de ne pas exécuter le contrat conclu au nom de Beckwith avant d'avoir obtenu l'approbation de leur avocat. Après consultation de celui-ci, aucun contrat ne fut officiellement signé. La Meucci Company fit installer une ligne téléphonique à Elizabeth et y installa un appareil téléphonique similaire à celui utilisé dans les bureaux de la Globe Company.

Les preuves établissent de manière satisfaisante que les instruments utilisés dans les bureaux de la Globe Company constituent des instruments contrefaisants ; et il est clair que leur utilisation, de la manière et aux fins révélées par les preuves, suffit à autoriser une injonction contre le défendeur. Tous les défendeurs agissaient de concert. Rogers était le secrétaire et le trésorier de la Globe Company. Beckwith, comme indiqué précédemment, en était le directeur. Meucci était son électricien officiel. Tous agissaient de concert, en s'efforçant d'inciter d'autres personnes à s'approprier et à violer les droits du plaignant.

La défense, dans la mesure où elle repose sur la priorité de l'invention de Meucci, peut être brièvement rejetée. Le fait que la Globe Company n'invoque pas cette défense en sa réponse, et que son avocat ait insisté dans sa plaidoirie sur le fait qu'elle ne devait pas être prise en considération car elle n'était pas présentée de manière satisfaisante, bien qu'indiquant que le principal défendeur n'a aucune confiance dans la priorité d'invention revendiquée par Meucci, ne devrait pas porter préjudice à la position du défendeur Beckwith, qui invoque cette défense, l'a défendue avec beaucoup de zèle et est manifestement convaincu de sa véracité.

Comme cela a été jugé dans l'affaire Drawbaugh, 22 Blatchf. 531, 22 Fed. Rep. 309, le titulaire du brevet bénéficie de la présomption légale selon laquelle il est le premier inventeur original de l'objet pour lequel les lettres patentes lui ont été accordées. Quiconque allègue le contraire doit assumer la charge de la preuve, et la défense de défaut de nouveauté ou d'originalité doit être établie par des preuves suffisamment claires et satisfaisantes pour dissiper tout doute raisonnable. Selon le récit de Meucci, alors qu'il était à La Havane, employé comme machiniste et décorateur d'un théâtre, en 1849 ou 1850, il découvrit comment obtenir la transmission de mots au moyen d'un fil conducteur, relié à plusieurs batteries pour produire de l'électricité, et donna à sa découverte le nom de « télégraphe parlant ». En 1850, il arriva dans ce pays et s'installa à Clifton, sur l'île Staten Island, où il réside depuis. Il exerça diverses activités, notamment la fabrication de bougies et de papier à partir de fibres végétales, et posséda à une époque une brasserie.

Il affirme que peu après son arrivée, il reprit ses expériences avec le téléphone ; qu'avant 1860, il disposait d'instruments en bon état de marche ; et qu'avant 1865, il possédait des instruments qui représentaient l'essentiel des instruments magnétiques modernes. Ces instruments, affirme-t-il, étaient connus de ses amis ; étaient en usage chez lui avant et pendant les années 1864 et 1865, et par la suite. Il les décrit de mémoire. Les originaux n'existent plus. Il déclare qu'en 1860, il estimait son invention suffisamment perfectionnée pour la commercialiser et, à cette époque, il s'adressa à son ami Bendelari, qui se rendait en Italie, pour tenter d'obtenir de l'aide afin de la perfectionner et de la mettre en service. Il dit qu'il était impatient de voir son invention apparaître pour la première fois depuis son ancien domicile et pensait que Bendelari serait en mesure de la diffuser dans ce pays ; il en donna donc une description assez complète à Bendelari et, à cette époque, publia également l'invention dans un journal italien de New York intitulé « L'Écho L'Italienne ». Il déclare qu'après cela, jusqu'en 1871, il a expérimenté de temps à autre pour améliorer son invention, mais n'a apporté aucune amélioration particulière après 1864 ou 1865. Il dit qu'en 1871, il a découvert que sa femme, pendant sa maladie, avait, à son insu, vendu tous les instruments et appareils qu'il avait utilisés dans ses expériences de télégraphie sonore, à l'exception d'une bobine, d'une partie d'un aimant permanent et de quelques fragments de carton, qu'il a trouvés par la suite, à un marchand d'articles d'occasion. À la fin de l'année 1871, il conclut un accord avec trois de ses amis italiens, par lequel ils s'associent pour perfectionner et commercialiser son invention. L'accord écrit, daté du 12 décembre 1871, est produit et précise que l'objet de l'association est de réaliser et d'expérimenter toutes les expériences nécessaires à la transmission de la voix humaine par des fils électriques inventés par Antonio Meucci. Ces parties prirent immédiatement des mesures en vue d'obtenir un brevet et consultèrent M. Stetson, expert en brevets et avocat, et, sous sa supervision, une demande d'opposition fut préparée et déposée à l'Office des brevets le 28 décembre 1871.

Peu après, Meucci consulta de nouveau M. Stetson en vue de déposer une demande de brevet pour l'invention, mais M. Stetson découragea cette tentative. À la demande de Meucci, l'opposition fut renouvelée en décembre 1882, puis en décembre 1883. Il n'est pas affirmé que Meucci ait apporté des améliorations essentielles à son invention après l'obtention de l'opposition, mais, comme on l'a dit, il déclare lui-même n'en avoir fait aucune après 1865.

Voilà en bref l'histoire de l'invention de Meucci. Il n'y a aucune raison de douter que, pendant de nombreuses années avant 1865, et depuis cette année jusqu'à sa demande de caveat, il ait expérimenté des appareils téléphoniques et électriques en vue de transmettre la parole, et qu'il se soit convaincu, durant cette période, d'avoir fait des découvertes intéressantes, susceptibles de s'avérer utiles. Ses dires sont corroborés par de nombreux témoins. Mais les preuves ne démontrent pas qu'il ait obtenu un résultat pratique autre que la transmission mécanique de la parole au moyen d'un téléphone à fil. Il a sans doute utilisé un conducteur métallique comme moyen de transmission du son et a supposé qu'en électrifiant l'appareil ou l'opérateur, il pourrait obtenir un meilleur résultat. Qu'il ne croie pas avoir accompli quoi que ce soit d'utile commercialement est une déduction raisonnable du fait qu'il n'a pas communiqué son invention à ceux qui auraient pu l'apprécier et l'aider à la perfectionner et à la présenter au public. Entre 1859 et sa demande d'autorisation de brevet, il déposa de nombreuses demandes de brevet pour d'autres inventions. Durant les années 1859, 1860 et 1861, il entretenait d'étroites relations commerciales et sociales avec William E. Ryder, qui s'intéressa à ses inventions, finança ses expériences et, avec d'autres personnes qu'il présenta à Meucci, investit des sommes considérables dans les inventions de Meucci et leur utilisation dans des entreprises commerciales. Il était un visiteur régulier chez Meucci, vivait près de lui et semble avoir été son ami personnel le plus proche et son conseiller en affaires.

Leurs relations intimes durèrent jusqu'en 1867, date à laquelle Ryder se rendit compte que les inventions de Meucci n'étaient pas suffisamment pratiques ou rentables pour y consacrer plus de temps et d'argent. Leur intimité cessa, bien qu'en 1871 encore, il se soit intéressé à ce que Meucci vende certaines de ses inventions. Durant toutes ces années, selon le témoignage de M. Ryder, il n'eut jamais de nouvelles de Meucci, ni de qui que ce soit, du téléphone de Meucci.

En 1864 et 1865, David H. Craig était associé avec Meucci et Ryder dans la papeterie. Il avait été intimement associé à d'autres personnes dans le domaine des inventions et des brevets télégraphiques, et Meucci devait être au courant de son intérêt pour ces questions. Il n'apprit jamais, ni par Meucci ni par qui que ce soit, que Meucci avait inventé ou expérimentait le téléphone. L'avertissement en lui-même suffit à indiquer qu'il n'est parvenu à aucun résultat pratique. Il n'y a aucune raison de douter que sa demande contenait la meilleure description de son invention qu'il était alors en mesure de fournir. Avant de consulter M. Stetson, Meucci a préparé une description de son invention, dans l'intention de déposer une demande de brevet. Après avoir consulté M. Stetson, il a décidé de ne déposer qu'une demande d'avertissement. Avec l'aide d'un interprète et du manuscrit contenant la description, M. Stetson a préparé la demande formelle. Après sa préparation, M. Stetson l'a envoyée à Meucci, qui l'a renvoyée avec des modifications à y insérer. Il suffit de dire que la demande ne décrit aucun des éléments d'un téléphone électrique parlant.

Sa déclaration introductive réfute la possibilité que Meucci ait compris le principe de cette invention. Meucci affirme utiliser « l'effet conducteur bien connu des conducteurs métalliques continus comme support du son, et accroître cet effet en isolant électriquement à la fois le conducteur et les interlocuteurs. » Telle qu'elle a été formulée à l'origine par M. Stetson, cette déclaration contenait la déclaration suivante :

« Le système que je propose consiste à isoler deux personnes, éloignées l'une de l'autre, en les plaçant sur des isolateurs en verre, par exemple au pied de la chaise ou du banc sur lequel elles sont assises, et en les mettant en communication au moyen d'un fil télégraphique. »

Modifiée conformément aux instructions de Meucci, cette déclaration était ainsi formulée :

« Il peut être pratique de travailler avec la personne qui envoie le message isolée, et avec la personne qui le reçoit en communication électrique libre avec la terre. Ou bien, ces conditions peuvent être inversées et fonctionner malgré tout avec un certain succès. »

Il est vain de prétendre qu'un inventeur ayant de telles conceptions aurait pu, à cette époque, être l'inventeur du téléphone Bell. La demande décrit cependant un téléphone mécanique, composé d'un embout buccal et d'un écouteur reliés par un fil.

Une lettre de M. Stetson datée du 13 janvier 1872 est présentée comme preuve et est importante car elle confirme la conclusion selon laquelle, au-delà de cela, l'invention n'était qu'embryonnaire. Cette lettre a été adressée à Meucci alors que ce dernier était en communication avec M. Stetson concernant l'obtention d'un brevet. Dans cette lettre, M. Stetson, en substance, informait Meucci que son invention n'était pas en état d'être brevetée, lui précisant qu'il s'agissait d'une « idée prometteuse d'utilité » et justifiant une mise en garde, mais nécessitant de nombreuses expériences pour prouver sa réalité.

Sans mentionner d'autres éléments tendant à indiquer que Meucci n'était qu'un simple expérimentateur n'ayant rien apporté de nouveau dans l'art de la transmission de la parole par l'électricité, il suffit de dire que ses prétentions sont réfutées par sa propre description de l'invention à une époque où il la considérait comme en état d'être brevetée, et par le témoignage de M. Stetson. Les éléments de preuve laissent penser que son télégraphe parlant n'aurait jamais été proposé au public comme invention s'il n'avait pas été poussé par ses besoins à exploiter la crédulité de ses amis ; qu'il avait l'intention d'inciter les trois personnes modestes et peu expérimentées en affaires, devenues ses associés en vertu de l'accord du 12 décembre 1871, à investir dans une invention qu'il ne voulait pas proposer à des hommes comme Ryder et Craig ; et qu'il a agi ainsi dans l'espoir d'obtenir de leur part les prêts et l'aide dont il aurait temporairement besoin.

Un jugement est rendu contre le plaignant.

S'ensuivirent, sur plusieurs années, une série de plaintes déposées par Meucci et al. contre Bell, ainsi que des objections du gouvernement américain, aboutissant à l'abandon de l'affaire en 1897, celle-ci étant devenue sans objet depuis l'expiration en 1893 du brevet contesté de Bell de 1876. Parmi les mesures prises par le gouvernement américain, on peut citer :

mars 1886 : plainte déposée dans le sud de l'Ohio ; décembre 1886 : affaire de l'Ohio rejetée ; janvier 1887 : plainte déposée dans le Massachusetts ; les juges confirment l'objection des avocats de Bell ; novembre 1887 : appel du gouvernement devant la Cour suprême ; novembre 1888 : la Cour suprême annule le verdict, rejette l'objection et renvoie l'affaire au procès ; 18 octobre 1889 : décès de Meucci à Staten Island (une nécrologie détaillée est publiée dans le Baltimore Sun le 19 octobre 1889) ; Novembre 1897 – Le procès devant la Cour suprême des États-Unis fut clos par consentement mutuel, le jugeant sans objet. Au total, quelque 18 000 pages de témoignages et d'informations – jamais officiellement publiées – résultèrent de ces procès sur une période de 12 ans. Ni Bell ni la compagnie de téléphone Bell n'ont jamais remporté aucun de ces procès. Une grande partie de ces informations est encore disponible dans les principales bibliothèques des États-Unis.

En 1878, la Compagnie du Téléphone fut fondée à Londres et, en août 1879, elle avait installé le premier central téléphonique public à Coleman Street. Il desservait huit abonnés. Un fil isolé reliait les locaux de chaque abonné au central, où un opérateur pouvait relier ces fils, permettant ainsi la communication entre ces locaux. Fin 1879, 200 abonnés étaient connectés. Des centraux furent également construits la même année à Glasgow, Manchester, Liverpool, Sheffield, Édimbourg, Birmingham et Bristol. En 1879, la Compagnie du Téléphone Edison fut fondée à Londres. L'année suivante, elle fusionna avec la Compagnie du Téléphone pour former la United Telephone Co. Le premier annuaire téléphonique fut publié cette année-là. Jusqu'alors, le ministre des Postes détenait le monopole des communications télégraphiques. Un jugement du statut qu'une conversation téléphonique était un télégramme. Cela signifiait que les compagnies de téléphone devaient obtenir une licence, effectuer des paiements au ministre des Postes et lui donner le droit de les racheter ultérieurement.

En 1883, la London and Globe Telephone Co. fut créée. Il n'y avait aucun lien entre les deux réseaux et des litiges judiciaires opposent les compagnies au sujet de câbles endommagés. Il est difficile d'imaginer comment deux réseaux distincts auraient pu coexister sans interconnexion. Le bon sens l'emporta et les compagnies fusionnèrent l'année suivante.

Plusieurs compagnies, dont United Telephone Co., fusionnèrent en 1889 pour former la National Telephone Co. Au cours des deux années suivantes, la National Telephone Co. absorba d'autres compagnies locales. Cela permit de relier plusieurs villes et de constituer le point de départ d'un réseau. En 1890, Londres et Birmingham furent liées. Au moment même où Blake produisait son émetteur, le révérend Henry Hunnings, alors curé à Bolton Percy, près de York, construisit un émetteur à charbon granulaire très performant, une avancée par rapport à tous les instruments connus à l'époque. Il n'eut aucune difficulté à en obtenir 1 000 £. **Cet émetteur fut utilisé par la Globe Telephone Co.** dans sa lutte pour conquérir des abonnés à Londres. M. Hunnings fut aidé et conseillé par son ami M. Cox Walker, un ingénieur télégraphiste avisé qui dirigeait alors une entreprise d'optique à York. M. Cox Walker, aujourd'hui âgé de 85 ans, joua un rôle important dans la tourmente téléphonique des dix premières années.